



# CARTES DE CRÉDIT D’AFFAIRES ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS

La Ville utilise des cartes de crédit pour payer des biens et des services et rembourse à ses employés les frais engagés dans leurs fonctions.

## Pourquoi est-ce important ?

Un cadre de contrôle interne efficace est essentiel pour assurer la légitimité des achats et favoriser une saine gestion des fonds publics.

## Les chiffres de 2022

Plus de **1,1 M \$** d’achats au moyen de cartes de crédit d’affaires

**84** cartes de crédit actives

Près de **1,2 M \$** de frais remboursés aux employés

## Constatations de l’audit

La Ville s’est dotée d’un cadre de gestion des cartes de crédit correspondant à ses besoins, mais les contrôles appliqués sont parfois incohérents avec ceux d’autres modes d’achats. De même, elle encadre en général adéquatement les remboursements de frais des employés, bien que les balises destinées à favoriser des choix économiques soient insuffisantes.

### Harmonisation des politiques

- Les politiques de la Ville n’ont pas été mises à jour de façon périodique pour en clarifier les imprécisions, favoriser des choix économiques et les arrimer entre elles et avec ses objectifs stratégiques.
- Aucune limite en matière de frais d’hébergement remboursés n’est prévue aux encadrements : des frais allant de 134 \$ à 362 \$ la nuitée ont été remboursés pour le même congrès.

### Contrôle des transactions

- Les contrôles des remboursements de frais et des transactions par cartes de crédit sont généralement bien appliqués.
- L’encadrement global du budget annuel récurrent de 120 000 \$ prévu pour des dépenses de reconnaissance est déficient.
- Les compensations pour l’utilisation de véhicules personnels (340 000 \$ en 2022) n’étaient pas accompagnées d’une pièce justificative à l’appui du kilométrage effectué.

### Suivi et prise de mesures correctives

- La Ville n’a pas déployé d’activités de suivi visant à déceler les abus et les inefficiences dans l’utilisation des cartes de crédit et les remboursements de frais.
- Lorsqu’une situation de dépenses non autorisées a été découverte, les mesures correctives ont pris plusieurs mois à se déployer, et les sommes (environ 1 000 \$) n’ont pas été récupérées.

## Recommandations

Au nombre de 10, elles visent entre autres à mieux encadrer les activités liées aux cartes de crédit et aux remboursements aux employés, et à clarifier les règles applicables aux dépenses de reconnaissance.